

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 02/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ARKEMA FRANCE

Etablissement de Carling
BP 61005
57500 Saint-Avold

Références : ST-AVOLD_ARKEMA_ADAME_2026-03-31_RAPVI_MCB_02750
Code AIOT : 0006201792

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/03/2026 dans l'établissement ARKEMA FRANCE implanté Etablissement de Carling BP 61005 57500 Saint-Avold. L'inspection a été annoncée le 07/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 5 mars 2026 de l'atelier ADAME s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARKEMA FRANCE

- Etablissement de Carling BP 61005 57500 Saint-Avold
- Code AIOT : 0006201792
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société Arkema France exploite sur la plateforme chimique de Carling/Saint-Avold au niveau de UO EAU "Environnement ADAME Utilités" deux ateliers de production d'ADAME (P5 et P6).

Thèmes de l'inspection :

- SGS
- Vieillessement (AM du 04/10/2010)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Massifs en béton des pieds des bacs RP581, RP582, RP583 et RP882	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6 (partiel)	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Tuyauterie 50-ADMf-5700085-F	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-V-B (partiel)	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
2	Repérage des tuyauteries	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-V-C (partiel)	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
3	Refus partiel de déchets	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 541-45 (partiel)	/	Sans objet
4	Barrières de sécurité du bac RP581	Arrêté Préfectoral du 11/05/2012, article Chapitre 1.3	/	Sans objet
5	Barrières de sécurité du bac RP582	Arrêté Préfectoral du 11/05/2012, article Chapitre 1.3	/	Sans objet
6	Barrières de sécurité du bac	Arrêté Préfectoral du 11/05/2012,	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	RP583	article Chapitre 1.3		
7	Barrières de sécurité du bac RP882	Arrêté Préfectoral du 11/05/2012, article Chapitre 1.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort notamment des constats réalisés lors de la visite d'inspection du 5 mars 2026 de l'atelier ADAME la nécessité de transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai de 3 mois les justificatifs des actions correctives prévues concernant les désordres constatés au niveau des massifs en béton supportant les pieds des réservoirs RP581 et RP582 (cf. point de contrôle n°8).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Tuyauterie 50-ADMf-5700085-F

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-V-B (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Tuyauteries non soumises au PM2I
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 23/04/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 22/08/2025
Prescription contrôlée : <p><u>Article 25-V-B (partiel) de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié</u> "B.-Les tuyauteries, ainsi que leurs supports, et les capacités contenant des matières dangereuses sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité. [...]"</p> <p><u>Article 8.5.4 (partiel) de l'arrêté préfectoral cadre DCAT/BEPE/n°2022-93 du 11 mai 2022 modifié</u> "[...] Les différentes tuyauteries doivent être convenablement entretenues et faire l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité. [...]"</p>
Constats :

Suite à la visite d'inspection du 23 avril 2025, il était demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai de 3 mois :

- le compte-rendu de l'état des lieux de la ligne 50-ADMf-5700085-F ;
- le plan d'inspection de cette tuyauterie (fréquence de contrôle, types de contrôles,);
- les justificatifs des actions correctives réalisées.

Par courriers du 22 août 2025 et 13 février 2026 et lors de la visite d'inspection du 5 mars 2026, l'exploitant a apporté des éléments sur l'état des lieux de la ligne 50-ADMf-5700085-F :

- un suivi visuel de la ligne par un opérateur : aucun constat de dégradation n'a été réalisé ; toutefois, les calorifuges mis en œuvre présentent des manquements sur environ 50 % de la longueur et des dégradations de calorifuges sont présents à certains endroits ;
- un avis de maintenance du 1er mai 2025 sollicitant un contrôle visuel de la ligne et une remise en état du calorifuge par le pôle technique ;
- un avis du service procédés concluant que le calorifuge n'est plus nécessaire ;
- le compte-rendu du pôle technique du 15 janvier 2026 mentionnant "mesures d'épaisseur correctes et inspection visuelle réalisée" et "ligne conforme pour son utilisation normale".

Par ailleurs, l'exploitant a précisé que :

- cette tuyauterie ne fait pas l'objet d'un plan d'inspection par le SIR car elle n'est pas soumise aux ESP (équipements sous pression) et au PM2I (plan de modernisation des installations industrielles). Pour autant, un contrôle visuel de la tuyauterie est effectué par le personnel lors des rondes et lors des inspections générales périodiques (IGP) ;
- qu'une stratégie spécifique pour le suivi de toutes les tuyauteries va être créé pour une mise en œuvre début 2026 en complément des rondes et des IGP.

Lors de la visite du 5 mars 2026, l'exploitant a précisé que cette stratégie spécifique développée entre les différents services (exploitant, pôle technique, service QHSEI) consiste à sensibiliser, chaque trimestre, tout le personnel sur une thématique via un support avec des photographies et à ce que chaque membre du personnel remonte au service maintenance via l'outil SAP des anomalies avec un code spécifique (#4) durant le trimestre. Le service maintenance est chargé d'analyser à chaque fin de trimestre les anomalies remontées et à définir si des actions correctives sont nécessaires. En 2026, les thématiques prévues sont : dalles/caniveaux/cuvette de rétention (1er trimestre 2026) ; tuyauteries/flexibles (2ème trimestre 2026) ; affichage/signalétique (3ème trimestre 2026).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Repérage des tuyauteries

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-V-C (partiel)

Thème(s) : Risques accidentels, Tuyauteries

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 23/04/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 22/06/2025

Prescription contrôlée :

Article 25-V-C (partiel) de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié

"C.-Les tuyauteries contenant des matières dangereuses sont [...] repérées conformément aux règles en vigueur."

Article 8.5.4 (partiel) de l'arrêté préfectoral cadre DCAT/BEPE/n°2022-93 du 11 mai 2022 modifié

" [...] Les fluides transportés et les sens de circulation doivent être repérés conformément aux règles en vigueur. [...]"

Article 6.1.2 (partiel) de l'arrêté préfectoral cadre DCAT/BEPE/n°2022-93 du 11 mai 2022 modifié

"Les règles d'étiquetage sont, de manière générale, définies par le règlement n° 1272/2008, dit CLP.

[...] Les tuyauteries apparentes contenant ou transportant des substances ou mélanges dangereux doivent également être munies du pictogramme défini par le règlement susvisé. Ce pictogramme ou symbole peut être remplacé par les panneaux d'avertissement prévus à l'annexe II, point 3, de l'arrêté ministériel du 4 novembre 1993 modifié susvisé, en prenant le même pictogramme ou symbole, complétés par des informations telles que le nom ou la composition de la substance ou du mélange, et les mentions de danger dont la liste figure en annexe du règlement (CE) n° 1272/2008. [...]"

Article 3-IV de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 modifié

"IV. - Les tuyauteries sont identifiées de façon à permettre leur repérage tant en exploitation que lors d'une intervention."

Constats :

Suite à la visite d'inspection du 23 avril 2025, il était demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées, dans un délai de 1 mois, les justificatifs de l'affichage du plan des racks en salle de contrôle et au pied des racks.

Par courrier du 23 juin 2025, l'exploitant a indiqué que les coupes de rack ont été affichées au pied des racks et sont également disponibles en salle de contrôle ainsi qu'en version informatique depuis le 12 juin 2025.

Lors de la visite d'inspection du 5 mars 2026, l'inspection des installations classées a constaté sur le terrain par sondage :

- la présence, à l'entrée de l'atelier, d'une pancarte avec le nom de produits et les pictogrammes associés ;
- la présence au pied des racks, des coupes de rack mentionnant si les tuyauteries sont utilisées ou hors service ainsi que le nom du produit circulant dans chaque tuyauterie utilisée ;
- la présence, au niveau des tuyauteries au sein de l'atelier, du nom du produit et du sens de circulation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Refus partiel de déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 541-45 (partiel)

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets

Prescription contrôlée :

"[...] Si la personne qui reçoit des déchets en refuse la prise en charge, elle en avise sans délai, en mentionnant dans le bordereau électronique le motif de refus, l'expéditeur initial dans le cas mentionné au troisième alinéa ci-dessus, l'émetteur du bordereau électronique ainsi que, le cas échéant, les autorités chargées de son contrôle, de celui de l'expéditeur initial et de celui de l'émetteur. [...]"

Constats :

Via l'application Trackdéchets, l'inspection des installations classées a été informée de l'acceptation de 23,9 tonnes de lourds ADAME et d'un refus partiel de 0,55 tonnes de lourds ADAME le 20 février 2026 par une installation de traitement des déchets.

Lors de la visite d'inspection du 5 mars 2026, l'exploitant a indiqué ;

- qu'une partie du contenu de la citerne de Lourds ADAME a été refusée car le centre de traitement des déchets était plein ;
- que la quantité refusée de lourds ADAME a été renvoyée sur le site Arkema dans la citerne ;
- que la citerne est actuellement présente sur le site ;
- que l'évacuation de la citerne contenant les déchets refusés et les nouveaux déchets "lourds ADAME" sera réalisée le 16 mars 2026.

Par courriel du 20 mars 2026, l'exploitant a transmis le bordereau de suivi des déchets correspondant.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Barrières de sécurité du bac RP581

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2012, article Chapitre 1.3

Thème(s) : Risques accidentels, Barrières de sécurité

Prescription contrôlée :

"Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant, dont les mises à jour de l'étude de dangers. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et des réglementations autres en vigueur."
Constats : Les constats relatifs aux barrières de sécurité du bac RP581 sont confidentiels et n'amènent pas d'observation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Barrières de sécurité du bac RP582

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2012, article Chapitre 1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Barrières de sécurité
Prescription contrôlée : "Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant, dont les mises à jour de l'étude de dangers. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et des réglementations autres en vigueur."
Constats : Les constats relatifs aux barrières de sécurité du bac RP582 sont confidentiels et n'amènent pas d'observation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Barrières de sécurité du bac RP583

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2012, article Chapitre 1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Barrières de sécurité
Prescription contrôlée : "Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant, dont les mises à jour de l'étude de dangers. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et des réglementations autres en vigueur."
Constats : Les constats relatifs aux barrières de sécurité du bac RP583 sont confidentiels et n'amènent pas d'observation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Barrières de sécurité du bac RP882

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2012, article Chapitre 1.3

Thème(s) : Risques accidentels, Barrières de sécurité

Prescription contrôlée :

"Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant, dont les mises à jour de l'étude de dangers. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et des réglementations autres en vigueur."

Constats :

Les constats relatifs aux barrières de sécurité du bac RP882 sont confidentiels et n'amènent pas d'observation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Massifs en béton des pieds des bacs RP581, RP582, RP583 et RP882

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6 (partiel)

Thème(s) : Risques accidentels, PM2I

Prescription contrôlée :

Article 6 (partiel) de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié (RP583 et RP882)

"Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants :

- les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et
- les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ;

[...]

L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent.

A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage.

[...]

Pour les ouvrages mis en service avant le 1er janvier 2011 :

S'agissant des massifs des réservoirs et des cuvettes de rétention :

- l'état initial est réalisé avant le 31 décembre 2011 ;
- le programme de surveillance est élaboré avant le 31 décembre 2012.

[...] Pour les ouvrages mis en service à compter du 1er janvier 2011, l'état initial et le programme de surveillance sont réalisés au plus tard douze mois après la mise en service."

Article 1.3.1 (partiel) de l'arrêté préfectoral cadre DCAT/BEPE/n°2022-93 du 11 mai 2022 modifié (RP581 et RP582)

"[...] En particulier, sauf dispositions contraires figurant dans le présent arrêté ou les autres arrêtés applicables aux installations, l'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans ses études [...] de dangers. [...]"

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 5 mars 2026, l'inspection des installations classées a notamment constaté sur le terrain que :

- les massifs en béton supportant les pieds du réservoir RP581 sont fissurés et effrités ;
- les massifs en béton supportant les pieds du réservoir RP582 sont fissurés.

Par courriel du 20 mars 2026, l'exploitant a précisé que :

- les réservoirs RP583 et RP882 ainsi que les massifs de ces réservoirs et les cuvettes de rétention de ces réservoirs sont soumis au plan de modernisation des installations industrielles (PM2I) au titre de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié ;
- les réservoirs RP581 et RP582 ainsi que les massifs de ces réservoirs et les cuvettes de rétention de ces réservoirs ne sont pas soumis au PM2I.

L'exploitant a notamment transmis :

- les photographies des massifs en béton supportant les pieds des réservoirs RP882, RP581 et RP582 ;
- la fiche de surveillance de la cuvette de rétention du réservoir RP583 (visite initiale en 2020 où aucune dégradation n'a été constatée ; dégradation D1 constatée lors de la visite du 16 décembre 2025) ;
- la fiche de surveillance de la cuvette de rétention du réservoir RP882 (visite initiale en 2020 ; visite réalisée le 16 décembre 2025 où aucune observation n'a été constatée).

L'exploitant s'est engagé à reprendre d'ici fin juin 2026 le génie civil des massifs en béton des réservoirs RP581 et RP582 nécessitant des travaux correctifs.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai de 3 mois les justificatifs des actions correctives prévues concernant les désordres constatés au niveau des massifs en béton supportant les pieds des réservoirs RP581 et RP582.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois